

Rapport financier 2011 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rouyn-Noranda

Code géographique : 86042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Piuze, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-04-17 Signature _____

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rouyn-Noranda inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

(1) Comptable agréé auditeur permis no 12047
Rouyn-Noranda, Canada

DATE 2012-04-17

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	39 344 800	41 500 319	41 542 149		41 542 149
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 883 055	4 050 988	4 033 354		4 033 354
Quotes-parts	3					
Transferts	4	5 956 058	5 732 555	5 853 318		27 426
Services rendus	5	5 722 528	5 924 374	6 442 493		599 871
Imposition de droits	6	1 988 384	1 507 795	1 766 099		
Amendes et pénalités	7	756 036	799 480	826 193		826 193
Intérêts	8	454 394	587 028	619 681		163 752
Autres revenus	9	2 415 179	102 200	5 980 744		402 281
	10	60 520 434	60 204 739	67 064 031		1 193 330
Investissement						
Taxes	11	4 640				
Quotes-parts	12					
Transferts	13	2 706 392	2 340 015	8 154 845		8 154 845
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		5 000	160 000		160 000
Autres	15	742 962	2 323 000	1 121 910		1 121 910
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	3 453 994	4 668 015	9 436 755		9 436 755
	18	63 974 428	64 872 754	76 500 786		1 193 330
Charges						
Administration générale	19	6 896 255	7 698 060	5 541 763	363 251	5 905 014
Sécurité publique	20	7 223 375	7 290 677	7 113 198	335 453	7 448 651
Transport	21	11 598 371	12 056 496	11 881 707	2 940 153	14 821 860
Hygiène du milieu	22	9 921 689	10 409 079	9 940 907	3 102 185	13 043 092
Santé et bien-être	23	512 155	657 612	581 990	30 357	193 190
Aménagement, urbanisme et développement	24	6 202 091	5 089 786	4 902 928	169 438	649 230
Loisirs et culture	25	8 273 211	8 763 491	8 774 452	1 185 010	
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	2 609 686	2 687 169	2 792 462		67 131
Amortissement des immobilisations	28	7 747 372	8 979 331	8 125 847	(8 125 847)	
	29	60 984 205	63 631 701	59 655 254		909 551
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 990 223	1 241 053	16 845 532		283 779
						17 129 311

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 990 223	1 241 053	16 845 532	283 779	17 129 311
Moins: revenus d'investissement	2	(3 453 994)	(4 668 015)	(9 436 755)	()	(9 436 755)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(463 771)	(3 426 962)	7 408 777	283 779	7 692 556
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	7 747 372	8 979 331	8 125 847	97 806	8 223 653
Produit de cession	5	217 758	18 000	11 278		11 278
(Gain) perte sur cession	6	182 006		(1 027)		(1 027)
Réduction de valeur	7					
	8	8 147 136	8 997 331	8 136 098	97 806	8 233 904
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	2 215 667		280 524		280 524
Réduction de valeur	10					
	11	2 215 667		280 524		280 524
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	97 192				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	90 744		29 268		29 268
	15	187 936		29 268		29 268
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	382		127 685		127 685
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 703 890)	(5 339 953)	(5 880 256)	(91 798)	(5 972 054)
	18	(5 703 508)	(5 339 953)	(5 752 571)	(91 798)	(5 844 369)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 437 615)	(152 249)	(5 742 192)	(9 351)	(5 751 543)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	84 735	846 942	633 849		633 849
Excédent de fonctionnement affecté	21	614 465	(119 388)	761 350		761 350
Réserves financières et fonds réservés	22	(911 792)	(1 214 303)	(1 474 093)	(2 027 135)	(3 501 228)
Montant à pourvoir dans le futur	23	206 441	408 582	247 574		247 574
Financement des investissements en cours	24					
	25	(2 443 766)	(230 416)	(5 573 512)	(2 036 486)	(7 609 998)
	26	2 403 465	3 426 962	(2 880 193)	(2 030 478)	(4 910 671)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 939 694		4 528 584	(1 746 699)	2 781 885

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 453 994	4 668 015	9 436 755			9 436 755
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(386 603)	(1 038 400)	(311 979)	()	()	(311 979)
Sécurité publique	3	(366 761)	(346 200)	(221 200)	()	()	(221 200)
Transport	4	(3 705 603)	(2 555 000)	(4 583 769)	()	()	(4 583 769)
Hygiène du milieu	5	(3 552 259)	(2 661 700)	(6 487 807)	()	()	(6 487 807)
Santé et bien-être	6	(17 646)	(29 700)	(5 167 799)	(9 351)	()	(5 177 150)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(146 418)	(5 387 800)	(33 654)	(11 436)	()	(45 090)
Loisirs et culture	8	(5 284 608)	(3 240 200)	(18 438 425)	()	()	(18 438 425)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(13 459 898)	(15 259 000)	(35 244 633)	(20 787)	()	(35 265 420)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(46 593)	()	(368 922)	()	()	(368 922)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(162 534)	(152 249)	(155 101)	(1 361 960)	()	(1 517 061)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 809 548	9 075 770	9 607 547			9 607 547
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	2 437 615	152 249	5 742 192	9 351		5 751 543
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(4 977)	322 550	22 550	11 436		33 986
Excédent de fonctionnement affecté	16	699 266	120 265	141 088			141 088
Réserves financières et fonds réservés	17	1 430 653	1 072 400	964 298	1 361 960		2 326 258
	18	4 562 557	1 667 464	6 870 128	1 382 747		8 252 875
	19	(1 296 920)	(4 668 015)	(19 290 981)			(19 290 981)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 157 074		(9 854 226)			(9 854 226)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 990 223		1 241 053		16 845 532	283 779	17 129 311
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(13 459 898 )	(	15 259 000 )	(	35 244 633)	(20 787)	(35 265 420)
Produit de cession	3	217 758		18 000		11 278		11 278
Amortissement	4	7 747 372		8 979 331		8 125 847	97 806	8 223 653
(Gain) perte sur cession	5	182 006				(1 027)		(1 027)
Réduction de valeur	6							
	7	(5 312 762)		(6 261 669)		(27 108 535)	77 019	(27 031 516)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	2 169 074				(88 398)		(88 398)
Variation des stocks de fournitures	9	(22 092)				23 001		23 001
Variation des autres actifs non financiers	10	(110 851)				415 570		415 570
	11	2 036 131				350 173		350 173
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(286 408)		(5 020 616)		(9 912 830)	360 798	(9 552 032)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(48 544 389)				(48 830 415)	62 438	(48 767 977)
Redressement aux exercices antérieurs	14	382						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(48 544 007)				(48 830 415)	62 438	(48 767 977)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(48 830 415)				(58 743 245)	423 236	(58 320 009)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>2010</u>		<u>2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	3 915 856	847 527	348 218	1 195 745
Placements temporaires	2	719 174			
Débiteurs (note 5)	3	21 916 314	26 705 874	517 572	27 223 446
Prêts (note 6)	4			1 117 668	1 117 668
Placements à long terme (note 7)	5	543 923	1 121 756	3 396 362	4 518 118
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	27 095 267	28 675 157	5 379 820	34 054 977
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		1 216 402		1 216 402
Emprunts temporaires	11				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	11 252 621	13 137 646	85 357	13 223 003
Revenus reportés (note 11)	13	814 013	1 893 858		1 893 858
Dette à long terme (note 12)	14	62 944 348	70 176 396	4 871 227	75 047 623
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	914 700	994 100		994 100
	16	75 925 682	87 418 402	4 956 584	92 374 986
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(48 830 415)	(58 743 245)	423 236	(58 320 009)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	197 504 665	224 308 906	2 733 548	227 042 454
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 181 860	1 574 552		1 574 552
Stocks de fournitures	20	983 986	960 985		960 985
Autres actifs non financiers (note 15)	21	751 384	335 814		335 814
	22	200 421 895	227 180 257	2 733 548	229 913 805
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 039 768	5 682 509	(820 992)	4 861 517
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 634 438	4 840 234	1 601 425	6 441 659
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 449 447)	(1 697 021)		(1 697 021)
Financement des investissements en cours	26	(2 434 098)	(12 657 319)		(12 657 319)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	148 800 819	172 268 609	2 376 351	174 644 960
	28	151 591 480	168 437 012	3 156 784	171 593 796

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Réalizations 2011		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 990 223	16 845 532	283 779	17 129 311
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	7 747 372	8 125 847	97 806	8 223 653
Autres					
- Perte (gain) cession immobilis	3	182 006	(1 027)		(1 027)
- Red. valeur plac. & Créan prêt	4	90 744	29 268	17 726	46 994
	5	11 010 345	24 999 620	399 311	25 398 931
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 640 943)	(4 789 560)	110 779	(4 678 781)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	2 024 229	1 885 025	44 305	1 929 330
Revenus reportés	9	(1 940 373)	1 079 845	(18 098)	1 061 747
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	285 300	79 400		79 400
Stocks de fournitures	11	2 169 074	(88 398)		(88 398)
Autres actifs non financiers	12	(22 092)	23 001		23 001
	13	(110 851)	415 570		415 570
	14	11 774 689	23 604 503	536 297	24 140 800
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	13 459 898 ) (	35 244 633 ) (	20 787 ) (	35 265 420)
Produit de cession	16	217 758	11 278		11 278
	17	(13 242 140)	(35 233 355)	(20 787)	(35 254 142)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	162 534 ) (	155 101 ) (	1 361 960 ) (	1 517 061)
Remboursement ou cession	19	97 192			
Variation nette des placements temporaires					
Variation nette des autres placements à long terme					
	20				
	21		(452 000)		(452 000)
	22	(65 342)	(607 101)	(1 361 960)	(1 969 061)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme					
Remboursement de la dette à long terme	23	9 735 424	14 730 220		14 730 220
Variation nette des emprunts temporaires	24 (	7 040 195 ) (	7 382 505 ) (	91 798 ) (	7 474 303)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	25				
Autres	26		(115 667)		(115 667)
- Financement en cours	27	382			
-	28				
	29	2 695 611	7 232 048	(91 798)	7 140 250
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	1 162 818	(5 003 905)	(938 248)	(5 942 153)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	3 472 212	4 635 030	1 286 466	5 921 496
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	4 635 030	(368 875)	348 218	(20 657)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	14 895 511	16 202 643	14 076 952	788 870	14 865 822
Charges sociales	2	3 137 716	3 478 744	2 989 382	151 817	3 141 199
Biens et services	3	29 327 716	28 833 079	27 991 487	671 879	28 663 366
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 806 946	2 416 969	1 949 236	66 991	2 016 227
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	528 658		464 636		464 636
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	274 082	270 200	378 590	140	378 730
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Autres	10					
Autres organismes	11	2 932 436	3 254 668	3 355 809	(867 952)	2 487 857
Amortissement des immobilisations	12	7 747 372	8 979 331	8 125 847	97 806	8 223 653
Autres						
- -Créances douteuses /irrécouvr	13	59 047	196 067	27 018		27 018
- -Autres	14	274 721		296 297		296 297
-	15					
	16	60 984 205	63 631 701	59 655 254	909 551	60 564 805

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalizations	
		2011	2010
Revenus			
Taxes	1	41 542 149	39 349 440
Paiements tenant lieu de taxes	2	4 033 354	3 883 055
Quotes-parts	3		
Transferts	4	14 035 589	8 714 530
Services rendus	5	7 042 364	6 330 095
Imposition de droits	6	1 766 099	1 988 384
Amendes et pénalités	7	826 193	756 036
Intérêts	8	783 433	633 833
Autres revenus	9	7 664 935	3 466 953
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	77 694 116	65 122 326
Charges			
Administration générale	12	5 905 014	7 292 620
Sécurité publique	13	7 448 651	7 588 710
Transport	14	14 821 860	14 438 074
Hygiène du milieu	15	13 043 092	12 919 636
Santé et bien-être	16	805 537	522 322
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 721 596	7 266 970
Loisirs et culture	18	9 959 462	9 229 757
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 859 593	2 681 835
	21	60 564 805	61 939 924
Excédent (déficit) de l'exercice	22	17 129 311	3 182 402
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	154 464 485	151 281 701
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		382
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	154 464 485	151 282 083
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	171 593 796	154 464 485

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalizations	
		2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 129 311	3 182 402
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(35 265 420)	(13 464 421)
Produit de cession	3	11 278	217 758
Amortissement	4	8 223 653	7 846 905
(Gain) perte sur cession	5	(1 027)	182 006
Réduction de valeur	6		
	7	(27 031 516)	(5 217 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(88 398)	2 169 074
Variation des stocks de fournitures	9	23 001	(22 092)
Variation des autres actifs non financiers	10	415 570	(110 851)
	11	350 173	2 036 131
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(9 552 032)	781
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(48 767 977)	(48 769 140)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		382
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(48 767 977)	(48 768 758)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(58 320 009)	(48 767 977)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 195 745	5 202 322
Placements temporaires	2		719 174
Débiteurs (note 5)	3	27 223 446	22 544 665
Prêts (note 6)	4	1 117 668	1 634 294
Placements à long terme (note 7)	5	4 518 118	2 079 425
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	34 054 977	32 179 880
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 216 402	
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	13 223 003	11 293 673
Revenus reportés (note 11)	13	1 893 858	832 111
Dette à long terme (note 12)	14	75 047 623	67 907 373
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	994 100	914 700
	16	92 374 986	80 947 857
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(58 320 009)	(48 767 977)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	227 042 454	200 315 232
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 574 552	1 181 860
Stocks de fournitures	20	960 985	983 986
Autres actifs non financiers (note 15)	21	335 814	751 384
	22	229 913 805	203 232 462
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	171 593 796	154 464 485
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 129 311	3 182 402
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 223 653	7 846 905
Autres			
- Perte (gain) cession immobilis	3	(1 027)	182 006
- Réd. Placement & mauv. créance	4	46 994	89 441
	5	25 398 931	11 300 754
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 678 781)	(1 585 374)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 929 330	1 989 649
Revenus reportés	9	1 061 747	(1 957 874)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	79 400	285 300
Propriétés destinées à la revente	11	(88 398)	2 169 074
Stocks de fournitures	12	23 001	(22 092)
Autres actifs non financiers	13	415 570	(110 851)
	14	24 140 800	12 068 586
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(35 265 420)	(13 464 421)
Produit de cession	16	11 278	217 758
	17	(35 254 142)	(13 246 663)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 517 061)	(1 067)
Remboursement ou cession	19		97 192
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(452 000)	
	22	(1 969 061)	96 125
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	14 730 220	9 735 424
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 474 303)	(7 126 993)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(115 667)	
Autres			
- Financement activités fonctio	27		382
- Plac. fond franchise/FIER tém	28		
	29	7 140 250	2 608 813
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(5 942 153)	1 526 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 921 496	4 394 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	(20 657)	5 921 496

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rouyn-Noranda est une municipalité locale dont la constitution a été décrétée le 12 décembre 2001 par le décret numéro 1478-2001 du gouvernement du Québec, elle est régie par la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19) et elle est assimilée à une municipalité régionale de comté aux fins de l'application de certaines lois.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, soit: Centre local de développement de Rouyn-Noranda (CLD), Corporation de Gestion du Centre de Congrès de Rouyn-Noranda (CGCC R-N) et Corporation de gestion immobilière Notre-Dame-Auxiliatrice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Le Centre local de développement Rouyn-Noranda, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées. Ainsi, la part des revenus de services rendus, qui est constituée des subventions versées par la Ville pour le compte du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, donne lieu à un revenu reporté pour le CLD compte tenu du décalage de l'exercice financier du gouvernement.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût estimatif et de la valeur de réalisation en utilisant la méthode de l'inventaire au prix de détail.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Bâtiments	30 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage, et équipements divers	10 à 20 ans
Autres immobilisations	1 an

L'amortissement est enregistré à l'état du coût des services municipaux.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite et le programme de cadeau à la retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaire futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants (tant pour les régimes capitalisés que non capitalisés);
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère;

G) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

1 - Fonds réservés

A) Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

B) Le CLD, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, a une dette à long terme envers le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). Le CLD a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. Le CLD utilise ces fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

2 - Présentation des dépenses de fonctionnement

La fonction «administration générale» comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont notamment reliées au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction «sécurité publique» comprend des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction «transport» comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction «hygiène du milieu» comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement.

La fonction «santé et bien-être» comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment le logement social, le soutien à des organismes d'aide du milieu, la politique familiale et la gestion des cimetières.

La fonction «aménagement, urbanisme et développement» comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses reliées à l'élaboration des programmes de développement économique par des organismes du milieu soutenus par la Ville.

La fonction «loisirs et culture» comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction «frais de financement» regroupe les intérêts sur la dette à long terme et autres frais relatifs au financement des activités municipales. Les remboursements de capital sont présentés à la section de la conciliation à des fins fiscales.

3 - Constatation des produits

La Ville constate ses produits lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les services sont rendus aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

4 - Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 009 024	654 968
Placements temporaires	2		719 174
Placements à long terme	3	2 546 362	1 535 502

Note

L'encaisse du CLD est de fonds grevés d'affectations d'origine interne ou externe (FLI) 161 497 \$ ainsi qu'un dépôt à terme de 2 546 362 \$ inscrit dans les placements à long terme.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 319 662	2 598 463
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	1 192	2 811
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	19 215 933	15 127 696
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 026 821	624 437
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Débiteur divers (CLD, CGCCRN)	9	3 659 838	4 191 258
-	10		
	11	27 223 446	22 544 665

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	16 007 458	12 514 719
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	16 007 458	12 514 719

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	113 707	99 745
---	----	---------	--------

Note

La provision pour créances douteuses de 113 707 se répartit comme suit:

Taxes municipales	34 772 \$
Autres débiteurs	78 935 \$

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts aux entrepreneurs CLD	19	1 117 668	1 634 294
-	20		
	21	1 117 668	1 634 294

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	4 066 118	2 079 425
Autres placements	23	452 000	
	24	4 518 118	2 079 425

Note

A) La Ville participe au Programme d'assurances de dommages UMQ instauré en 2003 par l'UMQ, lequel comprend un avenant de franchise collective applicable sur les biens ou sur la responsabilité civile primaire.

La quote-part de la franchise collective versée annuellement par la Ville ne constitue pas une prime mais plutôt une somme placée en fidéicommiss visant à garantir le remboursement à l'assureur des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance. Le versement de la quote-part au montant de 152 249 \$ correspond à l'acquisition d'un placement à titre d'investissement.

Une diminution du placement à long terme est constatée suite au remboursement à l'assureur d'indemnités qu'il a versé ou en cas de remise d'un solde résiduel inutilisé du fonds à la Ville.

B) La Ville de Rouyn-Noranda a par sa résolution 2007-65 souscrit un total de 150 000\$ au capital de la société FIER TÉMABI S.E.C.. Cette souscription étant répartie en trois versements égaux de 50 000\$, le 31 janvier 2007, le 15 décembre 2007 et le 31 décembre 2008. Une augmentation du placement est constatée à chaque année en fonction de la quote-part des profits proportionnellement à la quote-part des investissements, soit un montant de 2852 \$, dans la société en commandite revenant à chaque municipalité ou MRC partenaire en 2011.

C) La Ville de Rouyn-Noranda a par son règlement 2009-611 décrété la création d'une réserve financière d'un montant maximal de 3 000 000 \$ destinée à défrayer les coûts de vidange et d'élimination des boues usées pour les secteurs desservis par les infrastructures municipales d'épuration et de traitement des égoûts et prévoyant l'obtention des fonds nécessaires à même les revenus de la taxe environnementale et le cas échéant, à même l'appropriation de surplus.

D) Le CLD possède des dépôts à terme d'un montant de 3 396 362 \$ au taux de 1.10% et de 1.42% échéant en septembre 2012 et octobre 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(741 700)	(646 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(252 400)	(268 700)
	27	<u>(994 100)</u>	<u>(914 700)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 376 600	1 255 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	30 500	30 900
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	52 193	51 374
	33	<u>1 459 293</u>	<u>1 337 374</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	6 247 727	4 149 223
Salaires et avantages sociaux	38	1 046 245	1 018 003
Dépôts et retenues de garantie	39	2 771 375	1 190 779
Provision pour contestations d'évaluation	40	957 562	470 536
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	77	106
- Gouvernement du Québec	43	(9 178)	760 220
- Intérêts courus sur la dette	44	569 291	557 918
- Autres courus et passifs	45	1 639 904	3 146 888
-	46		
	47	<u>13 223 003</u>	<u>11 293 673</u>

Note

Le montant de 957 562 \$ correspond au montant des pertes estimatives sur contestations d'évaluation. Cette provision est établie pour les unités d'évaluation imposables et non imposables en tenant compte des taxes et des paiements tenant lieu de taxes établis sur la base de la valeur foncière. Elle comprend également la partie de la provision se rapportant aux intérêts afférents.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	38 155	40 604
Transferts	49	1 176 283	239 675
Autres			
- autres revenus reportés	50	679 420	530 294
- vente services municipaux	51		21 538
	52	1 893 858	832 111

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

					2011	2010	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,60	2011	2017	53	71 014 080	63 618 878
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	4 149 210	4 272 995
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		15 500
					59	75 163 290	67 907 373
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(115 667)	()
					61	75 047 623	67 907 373

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2011			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2012	62	70	7 077 186	78	87	126 230	95	7 203 416
2013	63	71	8 040 762	79	88	55 698	96	8 096 460
2014	64	72	8 254 171	80	89	31 667	97	8 285 838
2015	65	73	8 933 832	81	90	20 681	98	8 954 513
2016	66	74	8 213 822	82	91	15 531	99	8 229 353
2017 et +	67	75	34 308 454	83	92	85 256	100	34 393 710
	68	76	74 828 227	84	93	335 063	101	75 163 290
Intérêts et frais accessoires				85			102	
	69	77	74 828 227	86	94	335 063	103	75 163 290

Note

Dette à long terme à la charge d'une partie des contribuables

	2011	2010
Rouyn	43 271	54 163
Noranda	126 630	170 860
Rouyn-Noranda	4 006 457	5 334 095
Granada	70 787	73 498
Rouyn-Noranda-Granada	469 700	536 600
Lac Dufault	22 270	30 665
Rouyn-Noranda-Granada-LacDufault	2 017 675	2 248 567
Beaudry	432 800	478 470
Rouyn-Noranda-Granada-LacDufault-Beaudry	2 327 900	2 592 300
Arntfield	158 711	169 111
Bellecombe	16 700	24 500

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Évain	291 002	357 649
McWatters	182 600	222 250
Rouyn-Noranda (nouvelle ville)	1 175 159	830 206
Total	11 341 662	13 122 934

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ROUYN-NORANDA

La dette à long terme dont le solde est de 3 814 147 \$ est constituée de prêts octroyés par le MDEIE au CLD dans le cadre du FLI.

Emprunt dont le solde est de 500 989 \$, renouvelable en octobre 2013, remboursable jusqu'en octobre 2028 par versement mensuels de 4 217\$ incluant les intérêts au taux de 6.95%, garanti par un terrain et un immeuble d'une valeur nette comptable de 799 177 \$.

CORPORATION DE GESTION DU CENTRE DE CONGRÈS DE ROUYN-NORANDA

Billet à payer dont le solde est de 556 091 \$, remboursable jusqu'en 2017 par versements annuels égaux à 111 258 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5,35%, garanti par la Ville de Rouyn-Noranda pour un montant de 3 550 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	29 791 692	132 1 279 617	159 186	31 071 309
Eaux usées	105	85 211 560	133 3 603 888	160 187	88 815 448
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	71 583 490	134 6 056 895	161 1 154 568	188 76 485 817
Autres	107	17 841 973	135 3 089 138	162 215 762	189 20 715 349
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	50 265 779	137 24 251 141	164	191 74 516 920
Améliorations locatives	110	879 320	138	165	192 879 320
Véhicules	111	3 625 940	139 25 866	166 88 547	193 3 563 259
Ameublement et équipement de bureau	112	8 684 642	140 254 407	167	194 8 939 049
Machinerie, outillage et équipement divers	113	8 366 913	141 340 853	168 3 824	195 8 703 942
Terrains	114	21 786 880	142	169 310 278	196 21 476 602
Autres	115	215 029	143	170	197 215 029
	116	<u>298 253 218</u>	144 <u>38 901 805</u>	171 <u>1 772 979</u>	198 <u>335 382 044</u>
Immobilisations en cours	117	<u>15 742 699</u>	145 <u>(3 636 385)</u>	172	199 <u>12 106 314</u>
	118	<u>313 995 917</u>	146 <u>35 265 420</u>	173 <u>1 772 979</u>	200 <u>347 488 358</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	11 746 413	147 753 108	174 (174)	201 12 499 695
Eaux usées	120	29 688 071	148 2 205 677	175	202 31 893 748
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	31 141 233	149 2 200 291	176 1 154 568	203 32 186 956
Autres	122	5 684 941	150 648 772	177 215 762	204 6 117 951
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	19 954 581	152 1 453 944	179	206 21 408 525
Améliorations locatives	125	378 343	153 23 067	180	207 401 410
Véhicules	126	2 382 709	154 126 615	181 84 454	208 2 424 870
Ameublement et équipement de bureau	127	6 790 319	155 346 235	182	209 7 136 554
Machinerie, outillage et équipement divers	128	5 727 706	156 460 182	183 3 824	210 6 184 064
Autres	129	186 369	157 5 762	184	211 192 131
	130	<u>113 680 685</u>	158 <u>8 223 653</u>	185 <u>1 458 434</u>	212 <u>120 445 904</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>200 315 232</u>			213 <u>227 042 454</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	(_____)	218 (_____)	220 (_____)	222 (_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>			223 <u>_____</u>

Note

La colonne "Ajustement" tient compte du transfert d'immobilisations aux propriétés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

destinées à la revente pour une valeur de 304 294 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	332 582	348 142
Immeubles industriels municipaux	225	61 407	61 407
Autres	226	1 180 563	772 311
	227	1 574 552	1 181 860
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	1 574 552	1 181 860

Note

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	88 189	339 599
Frais reportés			
- rôle triennal d'évaluation	231	247 625	411 785
-	232		
	233	335 814	751 384

Note**16. Obligations contractuelles****a) Logement social**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux bénéfices d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Rouyn-Noranda, la Ville assumant la différence.

Dans le cadre du programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec et afin de permettre la réalisation de différents projets, la Ville de Rouyn-Noranda s'est engagée à contribuer pour la réalisation de ces projets, conditionnellement à ce qu'ils soient autorisés par la Société d'habitation du Québec et que cette dernière participe financièrement à chacun des projets.

2012

Supplément au loyer :	24 943 \$
Rabais de taxes foncières :	36 557 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>
Total :	226 048 \$

2013

Supplément au loyer :	24 943 \$
Rabais de taxes foncières :	36 557 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>
Total :	226 048 \$

2014

Supplément au loyer :	23 875 \$
Rabais de taxes foncières :	36 557 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Total : 224 980 \$

2015

Supplément au loyer : 23 875 \$
 Rabais de taxes foncières : 36 557 \$
 Contributions au comptant : 164 548 \$
 Total : 224 980 \$

2016

Supplément au loyer : 23 875 \$
 Rabais de taxes foncières : 36 557 \$
 Contributions au comptant : 164 548 \$
 Total : 224 980 \$

De 2017 à 2035

Supplément au loyer : 453 625 \$
 Rabais de taxes foncières : 664 426 \$
 Contributions au comptant : 2 838 412 \$
 Total : 3 956 463 \$

b) Engagements divers

La Ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 5 447 465 \$ relativement au déneigement, à la conciergerie, à l'entretien de logiciels et de photocopieurs ainsi que du système téléphonique, à la gestion des matières résiduelles, à des services professionnels en matière d'évaluation foncière et autres. Les versements relatifs à ces engagements se répartissent comme suit:

2012 : 2 437 580 \$
 2013 : 1 950 724 \$
 2014 : 1 034 560 \$
 2015 : 12 608 \$
 2016 : 11 993 \$
 Total: 5 447 465 \$

c) Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)

En vertu d'une entente de service pour la gestion, l'entretien et la réparation du parc de véhicules, la Ville s'est engagée le 1er novembre 2006, pour une durée de 15 ans, avec le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER), une unité autonome de service du ministère des Transports, à utiliser le service de location «clés en main» qui tient compte de tous les frais inhérents à la possession d'un véhicule, des équipements et accessoires. Cette convention engageant le crédit de la Ville pour une période de plus de cinq ans a été autorisée par la ministre des Affaires municipales et des Régions.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

2012 : 4 137 000 \$
 2013 : 4 219 000 \$
 2014 : 4 304 000 \$
 2015 : 4 390 000 \$
 2016 : 4 478 000 \$
 Total: 21 528 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Les taux de location peuvent être révisés au 1er avril de chaque année, si des modifications importantes et imprévisibles surviennent en cours d'exercice, toutefois l'augmentation ne pourra dépasser 4 % du coût du loyer de l'année en cours.

La Ville assume les coûts de location jusqu'à la fin du terme prévu à l'entente, sauf si le CGER trouve preneur auprès d'un autre client. Dans ce cas, la facturation cesse. Pour répondre au besoin de la Ville, les équipements et accessoires loués vont évoluer pendant la durée de l'entente.

d) Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet II

La Ville a signé une entente avec le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, convenant des conditions de transfert d'exercice des responsabilités et activités de gestion du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet II.

Ce programme a été mis sur pied afin de favoriser la réalisation d'activités visant à maintenir ou à améliorer la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier. Les engagements de la Ville consistent entre autres à statuer sur l'admissibilité des projets soumis ainsi que sur le choix des projets en conformité avec les objectifs du programme définis par le ministre, à conclure une entente de financement avec chacun des promoteurs dont les projets auront fait l'objet d'une approbation, et à verser l'aide financière à même l'enveloppe attribuée par le ministre pour assurer la gestion et la mise en oeuvre du Volet II.

e) Sûreté du Québec

La Ville a signé une entente avec le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec relativement à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la ville.

f) Réseau à large bande

La Ville, par sa résolution numéro 2003-362, s'est engagée dans un partenariat pour le déploiement, en Abitibi-Témiscamingue, d'un réseau collectif à large bande. Les partenaires ont mandaté le Centre des technologies de l'information et des communications (Région Abitibi-Témiscamingue) pour mener le projet de déploiement de l'inforoute collective régionale. Afin de contribuer au montage financier du projet, un montant de 142 102 \$ fut déboursé par la Ville en 2005 pour le financement des immobilisations. De plus, la Ville s'est engagée à contribuer aux frais de gestion pour l'utilisation du réseau, pour un montant annuel de 25 424 \$ pendant vingt (20) ans après la date de mise en disponibilité du service.

g) Transport en commun

En vertu d'une entente de service de transport en commun, la Ville s'est engagée pour une période débutant le 1er juillet 2007 et se terminant le 30 juin 2022, avec Autobus Maheux. Considérant que le contrat est d'une durée de 15 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

2012 :	486 000 \$
2013 :	501 000 \$
2014 :	516 000 \$
2015 :	531 000 \$
2015 :	<u>547 000 \$</u>
Total:	2 581 000 \$

h) Contribution à la fondation de l'UQAT

La Ville, par sa résolution 2009-883, s'est engagée de verser à la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue un montant de 100 000 \$ par année pendant une période de trente (30) ans, et ce, à compter de l'exercice budgétaire 2010 permettant ainsi la réalisation du projet de construction des deux résidences pour étudiantes et étudiants au campus de Rouyn-Noranda de l'UQAT. Considérant que le contrat est d'une durée de 30 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus se répartissent comme suit:

2012 :	100 000 \$
2013 :	100 000 \$
2014 :	100 000 \$
2015 :	100 000 \$
2016 :	<u>100 000 \$</u>
Total:	500 000 \$

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts contractés par les organismes suivants :

Corporation de gestion du centre de congrès de Rouyn-Noranda inc. :

Montant: 3 550 000 \$

Solde au 31-12-2011: 556 091 \$

Valide du 08-04-1997 au 08-04-2017

Résolution 96-710

Autorisation du M.A.M.

Club de Golf Dallaire

Montant: 500 000 \$

Solde au 31-12-2011: 211 078 \$

Valide du 13-08-2007 au 12-08-2017

Résolution 2007-725

Autorisation du M.A.M.

Centre d'appels d'urgence de l'Abitibi-Témiscamingue (CAUAT)

Montant: 318 000 \$

Solde au 31-12-2011: 0 \$

Valide du 29-11-2011 au 29-11-2016

Résolution 2011-915

Autorisation du M.A.M.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

b) Auto-assurance

Pour les fins de l'assurance des dommages, la Ville fait partie du Regroupement des villes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord Québécois, lequel regroupement s'auto-assure à compter de 2004, par le biais d'une mutualité partielle des risques. Les franchises collectives sont de 250 000 \$ en assurance de biens et de 250 000 \$ en assurance-responsabilité civile. Pour créer le fonds 2004, la Ville a versé au mandataire du regroupement Ville d'Amos, 86 677 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 40 931 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 127 608 \$. En 2005, la Ville a versé au mandataire du regroupement Ville d'Amos, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$. Chaque année depuis 2006, la Ville a versé au mandataire du regroupement l'UMQ, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$.

Pour l'année 2004, trois remboursements de quote-part en assurance des biens ont été encaissés, en 2005 au montant de 23 724 \$, en 2007 au montant de 16 393 \$ et en 2010 au montant de 32 101 \$.

Pour l'année 2005, deux remboursements de quote-part en assurance des biens ont été encaissés, en 2007 au montant de 99 222 \$ et en 2010 au montant de 35 229 \$.

Pour l'année 2006, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2007 au montant de 99 222 \$.

Pour l'année 2007, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2008 au montant de 99 222 \$.

Pour l'année 2008, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2010 au montant de 29 863 \$. La quote part en responsabilité civile est épuisée.

c) Poursuites

1- Hydro-Québec

Description

Dans sa « Déclaration » du 31 mai 2001, Hydro-Québec poursuit la Ville pour obtenir, entre autres, l'annulation de la cession d'un immeuble. Toutefois, dans sa « Déclaration réamendée » du 22 janvier 2008, Hydro-Québec modifie les conclusions de sa réclamation pour les suivantes:

- A) Condamner la Ville à payer une somme de 300 000 \$, plus les intérêts;
- B) Condamner la Ville à décontaminer l'immeuble en cause, à l'exception de la partie vendue à PFK.

Évaluation

Depuis le mois de mai 2001, Hydro-Québec a procédé à la vente de deux parties de l'immeuble en cause dans ce dossier, soit une partie de l'immeuble pour l'établissement de l'entreprise PFK et une partie pour les nouveaux bureaux de la SAAQ.

Il reste une partie de l'immeuble en cause qui appartient toujours à Hydro-Québec.

Compte tenu du prix qu'Hydro-Québec a obtenu pour les deux parties de l'immeuble vendu, nous sommes d'opinion qu'Hydro-Québec ne subit plus de préjudice économique dans ce dossier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Des pourparlers sont actuellement en cours pour tenter de régler hors Cour ce dossier.

Par conséquent, il nous est impossible pour le moment de faire des prévisions quant à l'issue de ce dossier.

2 - Gestion Jean-Marc Baronet

Description

Le 30 juillet 2001, dans sa « Requête pour faire cesser un usage dérogatoire », la Ville entreprenait des procédures judiciaires contre Gestion Jean-Marc Baronet inc. pour faire cesser un usage dérogatoire sur l'immeuble de cette dernière. Le 28 novembre 2001, dans sa « Contestation écrite », Gestion Jean-Marc Baronet inc. prétend toujours bénéficier d'un droit acquis qui lui permettrait de continuer d'exercer sur l'immeuble une ou des activités commerciales impliquant des véhicules lourds et du transport routier, et ce, en plus d'une entreprise de service de location de grues. La Ville possède un règlement municipal qui spécifie que l'immeuble de Gestion Jean-Baronet inc. est situé dans une zone où l'usage autorisé est un usage résidentiel. Le 18 avril 2008, une « Entente confidentielle conditionnelle » est intervenue entre la Ville et Gestion Jean-Marc Baronet inc. qui ne pourra pas être finalisée tant et aussi longtemps que l'étude de caractérisation des sols environnementale Phase II de l'immeuble n'aura pas été complétée. Dans cette entente, la Ville s'est réservé le droit d'annuler celle-ci et de continuer les procédures judiciaires contre Gestion Jean-Marc Baronet inc. ou de poursuivre les discussions et les négociations pour régler hors Cour l'ensemble de ce dossier.

Or, le 27 août 2009, l'étude de caractérisation des sols environnementale Phase II a été complétée et livrée à Gestion Jean-Marc Baronet inc. et à la Ville de Rouyn-Noranda. Dans ce rapport, l'expert conclut à la contamination des sols par des hydrocarbures et des métaux.

Par conséquent, la Ville a refusé de se porter acquéreur de l'immeuble en cause dans ce dossier. Les procédures judiciaires se poursuivent donc entre les parties.

À cet effet, le 8 janvier 2010, Gestion Jean-Marc Baronet inc. a signifié à la Ville de Rouyn-Noranda une contestation amendée et demande reconventionnelle dans laquelle Gestion Jean-Marc Baronet inc. réclame de la Ville de Rouyn-Noranda une somme de 370 469 \$ (soit 320 651 \$ + 49 818 \$) à titre de troubles, dommages, frais, débours.

Évaluation

Nous sommes d'avis que la Ville de Rouyn-Noranda n'a aucune responsabilité dans ce dossier et qu'elle n'a fait qu'appliquer la réglementation en vigueur sur son territoire à l'égard de l'immeuble et de l'entreprise en cause dans ce dossier.

Nous croyons que la réclamation réamendée de 370 469 \$ de Gestion Jean-Marc Baronet inc. reçue le 8 janvier 2010 contre la Ville de Rouyn-Noranda n'est pas fondée.

Toutefois, à ce jour, il est impossible de faire des prévisions adéquates quant à l'issue de l'affaire.

3- Taxi Normand s.e.n.c. et als

Description

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Les demandeurs demandent que la Ville soit condamnée à leur payer une somme de 2 934 665 \$ en dommages et intérêts et en dommages exemplaires.

Évaluation

La Ville de Rouyn-Noranda prétend toujours qu'elle n'a fait qu'appliquer le règlement en vigueur sur son territoire dans ce dossier.

Les 9 et 10 mai 2012 se tiendra une conférence de règlement à l'amiable dans ce dossier au Palais de justice de Rouyn-Noranda en présence des parties en cause dans ce dossier et du représentant de la compagnie d'assurance de la Ville de Rouyn-Noranda, pour tenter de régler hors Cour l'ensemble de ce dossier.

Il est actuellement impossible de faire des prévisions adéquates quant à l'issue de l'affaire et, s'il y a lieu, du montant de la perte éventuelle dans ce dossier.

d) Autres

1- Réclamations d'assurance

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 209 896 \$, principalement pour des recours à être entendus ou en attente d'un jugement à la Cour des petites créances.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées. Le budget non consolidé constitue le budget adopté par l'administration municipale.

20. Loi favorisant le dév. de la form. main-d'oeuvre

La Ville est assujettie en tant qu'employeur à la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Au cours de l'année 2011, la Ville a consacré une somme de 427 286 \$ à la formation.

21. Fonds forestiers

La valeur des fonds forestiers au 31 décembre 2011 est de 332 530 \$ et se répartit comme suit:

Bellecombe	12 987
Cléricy	15 947
D'Alembert	1 069
Destor	8 853
McWatters	9 475
Mont-Brun	6 165
Rouyn-Noranda	3 901
Sous-Total	58 397
Fonds forestier général	274 133
Total	332 530

22. Marge de crédit

La Ville dispose d'une marge de crédit disponible de 3 000 000 \$ pour les règlements d'emprunt, portant intérêts au taux préférentiel. Elle ne comporte aucune garantie. Au 31 décembre 2011, 879 536 \$ était utilisé. Le taux de base au 31 décembre 2011 est de 3 %.

23. FUP - Frais d'utilisation par passager

Les revenus de l'aéroport comprennent 315 154 \$ en provenance des frais d'utilisation par passager (FUP), auxquels sont déduits les frais de perception appliqués par les compagnies aériennes, d'un montant de 9 420 \$.

Le revenu net, soit 305 734 \$ sera viré au surplus accumulé affecté au financement de tout ou partie des biens, services ou activités de l'aéroport régional de Rouyn-Noranda.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 861 517	3 990 140
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 6 441 659	4 539 733
Montant à pourvoir dans le futur	3 (1 697 021 ) (	1 449 447)
Financement des investissements en cours	4 (12 657 319)	(2 434 098)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 174 644 960	149 818 157
	6 171 593 796	154 464 485

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Poursuite Hydro-Québec	7 81 190	83 663
- Transport aérien	8 826 279	628 398
- Voirie, aqueduc et égout	9 384 757	180 648
- Programme fermeture dépotoir	10 338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	11 89 006	177 306
- Loisir et culture	12 241 600	258 000
- Développement social	13 203 418	106 102
- Service de dette	14	64 974
- Anciennes municipalités	15 322 571	322 724
	16 2 487 495	2 160 489
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- CLD	17 381 189	347 124
-	18	
-	19	
	20 381 189	347 124
Réserves financières		
- Vidange boues rés # 09-611	21 453 231	251 138
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26 453 231	251 138
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 560 973	534 514
Fonds parcs et terrains de jeux	28	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 475 155	370 383
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 12 474	8 990
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 395 633	42 791
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 115 667	
Autres		
- Fonds forestiers (note 24 b)	34 332 531	259 058
- Cimetière - D'Alembert	35 7 075	7 075
- Fonds local d'investissement	36 1 220 236	558 171
-	37	
	38 3 119 744	1 780 982
	39 6 441 659	4 539 733

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	(150 321)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (190 721) ()	(190 026)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (90 200) ()	(99 200)
Régimes non capitalisés	43 (161 400) ()	(177 500)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (1 063 600) ()	(623 900)
Autres	45 (191 100) ()	(208 500)
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (1 697 021) ()	(1 449 447)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 2 178 226	2 473 631
Investissements à financer	52 (14 835 545) ()	(4 907 729)
	53 (12 657 319)	(2 434 098)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 227 042 454	200 315 232
Propriétés destinées à la revente	55 1 574 552	1 181 860
Prêts	56 1 117 668	1 634 294
Placements à titre d'investissement	57 4 066 118	2 079 425
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 233 800 792	205 210 811
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 75 047 623	67 907 373
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 115 667	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (16 007 458) ()	(12 514 719)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 59 155 832	55 392 654
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 59 155 832	55 392 654
	67 174 644 960	149 818 157

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2010, est un régime de retraite flexible contributif de type salaire carrière. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire de l'année. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (646 000)	(348 500)
Charge de l'exercice	5 (1 376 600)	(1 255 100)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 280 900	957 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(741 700)</u>	<u>(646 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 34 969 800	33 814 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (40 656 800)	(37 942 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (5 687 000)	(4 127 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 4 945 300	3 481 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (741 700)	(646 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(741 700)</u>	<u>(646 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 34 969 800	33 814 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (40 656 800)	(37 942 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (5 687 000)	(4 127 500)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 904 700	1 828 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 1 904 700	1 828 700
Cotisations salariales des employés	22 (1 024 200)	(985 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 880 500	842 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 251 900	211 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 1 132 400	1 054 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 291 000	2 132 500
Rendement espéré des actifs	34 (2 046 800)	(1 931 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 244 200	200 600
Charge de l'exercice	36 <u>1 376 600</u>	<u>1 255 100</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 443 200	1 294 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 046 800)	(1 931 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 603 600)	(637 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (112 100)	(5 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 593 300	1 370 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 32 406 000	33 123 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55 2	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (268 700)	(280 900)
Charge de l'exercice	58 (30 500)	(30 900)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 46 800	43 100
Passif à la fin de l'exercice	60 (252 400)	(268 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (452 200)	(297 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 199 800	28 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (252 400)	(268 700)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 17 100	16 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 17 100	16 400
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 () ()	() ()
	68 17 100	16 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 1 700	2 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 18 800	18 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 11 700	12 400
Charge de l'exercice	77 30 500	30 900

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (172 600)	400
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 16	16

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,75 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,25 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,25 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	15	15

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	15 487	15 244
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	52 193	51 374
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	52 193	51 374
	52 193	51 374

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administration municipale

Dette à long terme	1	70 176 396
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	14 765 130
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	587 890
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	16 007 458
-----------	---	------------

Autres montants	9	8 923 043
-----------------	---	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 312 959
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	11	
---	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	58 110 176
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	1 057 080
--	----	-----------

Endettement net à long terme	15	59 167 256
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	19	59 167 256
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	59 167 256
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	24 465 053	24 389 411	24 389 411	22 812 389
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	6 937 737	7 032 070	7 032 070	6 691 550
Activités de fonctionnement	6	1 534 504	1 554 912	1 554 912	1 376 836
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	32 937 294	32 976 393	32 976 393	30 880 775
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 145 436	4 079 667	4 079 667	4 034 835
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	4 178 795	4 210 208	4 210 208	4 131 354
Autres					
-cours d'eau	14		13 584	13 584	
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18	157 794	180 087	180 087	201 551
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				4 640
	21	8 482 025	8 483 546	8 483 546	8 372 380
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		(187)	(187)	15 725
Autres	23	81 000	82 397	82 397	80 560
	24	81 000	82 210	82 210	96 285
	25	8 563 025	8 565 756	8 565 756	8 468 665
	26	41 500 319	41 542 149	41 542 149	39 349 440

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	497 841	485 172	507 090
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	9 527	13 598	13 328
Taxes d'affaires	29		(18)	17 440
Compensations pour les terres publiques	30	479 431	479 431	479 602
	31	986 799	978 183	1 017 460
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	977 102	998 866	949 714
Cégeps et universités	33	986 940	956 364	846 035
Écoles primaires et secondaires	34	908 954	908 399	887 289
	35	2 872 996	2 863 629	2 683 038
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	3 859 795	3 841 812	3 700 498
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	188 394	188 060	179 075
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 799	3 482	3 482
Taxes d'affaires	44			
	45	191 193	191 542	182 557
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 050 988	4 033 354	3 883 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	721	11 716	2 108
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			20 000
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	355 250	516 228	825 355
Enlèvement de la neige	59	95 852	95 852	148 519
Autres	60	1 025	1 025	1 258
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	151 233	105 638	160 021
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			3 160
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	6 303	6 303	7 064
Réseau de distribution de l'eau potable	69	18 764	14 444	56 988
Traitement des eaux usées	70	335 880	334 182	365 282
Réseaux d'égout	71	24 617	37 097	111 824
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	692 287	823 885	703 557
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			24 465
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80		20 085	20 085
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	650	2 585	1 632
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	52 700	89 073	1 984
Rénovation urbaine	84	89 000	37 230	92 252
Promotion et développement économique	85	29 949	30 722	78 087
Autres	86	499 458	371 177	352 714
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	18 129	54 782	22 915
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	10 646	10 646	22 388
Autres	89	242 333	207 417	201 394
Réseau d'électricité	90			
	91	2 624 797	2 770 087	3 202 967

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 241 692	1 241 692	99 500
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			29 195
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	299 535		318 851
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	555 300	407 496	1 641
Réseau de distribution de l'eau potable	108	454 000	736 771	1 926 356
Traitement des eaux usées	109	100 000		3 941
Réseaux d'égout	110	320 000	968 273	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	9 350	9 350	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	601 830	4 538 322	326 908
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	9 350	8 477	8 477
Autres	128		244 464	244 464
Réseau d'électricité	129			
	130	2 340 015	8 154 845	2 706 392

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	694 800	694 841	1 401 061
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135	402 448	402 448	402 448
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 876 500	1 852 741	868 461
Programme d'aide financière aux MRC	137	107 359	106 550	106 550
Autres	138	26 651	26 651	26 651
	139	3 107 758	3 083 231	2 805 171
TOTAL DES TRANSFERTS	140	8 072 570	14 008 163	8 714 530

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	36 576	36 576	28 390
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	36 576	36 576	28 390
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	36 576	36 576	28 390

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	207 503	211 658	204 025
Sécurité publique	184	37 000	41 363	35 629
Transport				
Réseau routier	185	1 052 407	1 313 459	1 087 051
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	167 614	158 011	150 598
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189	1 826 422	2 016 313	1 869 088
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	188 437	216 262	212 456
Santé et bien-être	192	44 200	47 625	55 273
Aménagement, urbanisme et développement	193	687 348	747 162	1 007 476
Loisirs et culture	194	1 713 443	1 654 064	1 680 109
Réseau d'électricité	195			
	196	5 924 374	6 405 917	6 301 705
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	5 924 374	6 442 493	6 330 095
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	168 000	146 217	177 445
Droits de mutation immobilière	199	1 089 054	1 205 658	1 146 499
Droits sur les carrières et sablières	200	250 000	413 724	663 940
Autres	201	741	500	500
	202	1 507 795	1 766 099	1 988 384
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	799 480	826 193	756 036
INTÉRÊTS	204	587 028	619 681	633 833
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 027	(182 006)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	52 000	786 937	2 473 890
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	5 000	160 000	160 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	2 373 200	6 314 690	1 175 069
	212	2 430 200	7 262 654	3 466 953

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 054 307	1 074 483	10 788	1 085 271	1 085 271	961 411
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	3 574 827	3 472 558	193 107	3 665 665	3 665 665	3 327 211
Greffe	4	481 607	448 196	6 049	454 245	454 245	455 469
Évaluation	5	1 349 040	1 227 637	108 337	1 335 974	1 335 974	1 281 038
Gestion du personnel	6	970 872	(949 709)	20 498	(929 211)	(929 211)	907 148
Autres	7	267 407	268 598	24 472	293 070	293 070	360 343
	8	7 698 060	5 541 763	363 251	5 905 014	5 905 014	7 292 620
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 713 958	3 712 068		3 712 068	3 712 068	3 801 407
Sécurité incendie	10	3 224 360	3 056 446	311 965	3 368 411	3 368 411	3 414 955
Sécurité civile	11	44 056	23 867	100	23 967	23 967	23 627
Autres	12	308 303	320 817	23 388	344 205	344 205	348 721
	13	7 290 677	7 113 198	335 453	7 448 651	7 448 651	7 588 710
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 264 381	4 466 420	2 277 184	6 743 604	6 743 604	6 271 128
Enlèvement de la neige	15	4 534 692	4 051 382	8 273	4 059 655	4 059 655	4 397 450
Éclairage des rues	16	606 791	679 961	85 462	765 423	765 423	693 196
Circulation et stationnement	17	713 617	649 292	80 620	729 912	729 912	732 022
Transport collectif							
Transport en commun	18	597 831	656 586	20 738	677 324	677 324	609 418
Transport aérien	19	1 339 184	1 378 066	467 876	1 845 942	1 845 942	1 734 860
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	12 056 496	11 881 707	2 940 153	14 821 860	14 821 860	14 438 074

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 594 920	1 561 478	184 129	1 745 607	1 745 607	1 724 984
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 500 175	1 356 857	638 804	1 995 661	1 995 661	2 072 102
Traitement des eaux usées	25	1 001 717	1 002 835	1 146 900	2 149 735	2 149 735	2 145 942
Réseaux d'égout	26	1 355 704	1 369 424	1 109 466	2 478 890	2 478 890	2 440 917
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 113 952	1 100 544	13 461	1 114 005	1 114 005	1 040 849
Élimination	28	1 464 864	1 411 923	1 026	1 412 949	1 412 949	1 378 585
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	974 694	984 551	89	984 640	984 640	917 817
Tri et conditionnement	30	1 063 446	1 054 508		1 054 508	1 054 508	1 014 322
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35	289 447	28 870		28 870	28 870	120 781
Autres	36						
Cours d'eau	37		13 615		13 615	13 615	2 520
Protection de l'environnement	38	50 160	56 302	8 310	64 612	64 612	60 817
Autres	39						
	40	10 409 079	9 940 907	3 102 185	13 043 092	13 043 092	12 919 636
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	265 784	233 048	21 384	254 432	447 622	147 159
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	391 828	348 942	8 973	357 915	357 915	375 163
	44	657 612	581 990	30 357	612 347	805 537	522 322
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 729 022	2 302 936	55 747	2 358 683	2 358 683	1 861 107
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	379 286	262 730		262 730	262 730	277 057
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	949 493	995 442	84 074	1 079 516	1 728 746	1 855 407
Tourisme	49	7 432	4 647	24 547	29 194	29 194	28 306
Autres	50		280 524	4 297	284 821	284 821	2 219 964
Autres	51	1 024 553	1 056 649	773	1 057 422	1 057 422	1 025 129
	52	5 089 786	4 902 928	169 438	5 072 366	5 721 596	7 266 970

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	893 207	825 724	159 716	985 440	985 440	923 821
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 159 624	2 049 448	468 520	2 517 968	2 517 968	2 427 110
Piscines, plages et ports de plaisance	55	715 926	681 509	27 098	708 607	708 607	673 176
Parcs et terrains de jeux	56	2 241 559	2 211 748	334 870	2 546 618	2 546 618	2 314 403
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	101 560	100 626		100 626	100 626	103 374
Autres	59	197 157	476 596		476 596	476 596	195 246
	60	6 309 033	6 345 651	990 204	7 335 855	7 335 855	6 637 130
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 308 080	1 318 028	71 369	1 389 397	1 389 397	1 388 787
Bibliothèques	62	742 870	751 557	71 137	822 694	822 694	789 189
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	161 094	98 683	47 635	146 318	146 318	116 883
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	242 414	260 533	4 665	265 198	265 198	297 768
	66	2 454 458	2 428 801	194 806	2 623 607	2 623 607	2 592 627
	67	8 763 491	8 774 452	1 185 010	9 959 462	9 959 462	9 229 757
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 322 760	2 255 455		2 255 455	2 322 446	2 243 911
Autres frais	70	94 209	158 417		158 417	158 417	163 842
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	270 200	255 900		255 900	255 900	213 000
Autres	72		122 690		122 690	122 830	61 082
	73	2 687 169	2 792 462		2 792 462	2 859 593	2 681 835
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	8 979 331	8 125 847	(8 125 847)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier consolidé	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Rouyn-Noranda (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la ville a été établi, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

(1) Comptable agréé auditeur permis no 12047
Rouyn-Noranda, Canada

DATE 2012-04-17

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-18 13:28:17

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>42 574 092</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	222 917
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	809 026
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
		10 <u>1 031 943</u>
Revenus de taxes	11	<u>41 542 149</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	41 542 149
Ajouter			
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	809 026
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>42 351 175</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	82 210	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	5 572 783	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>5 654 993</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>36 696 182</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	<u>2 460 352 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	<u>2 487 378 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 473 865 450</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>36 696 182</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 473 865 450</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6	| 1 | , | 4 | 8 | 3 | 4 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	795 600	1 231 522	1 096 234
Usines de traitement de l'eau potable	2	689 300	61 301	290 076
Usines et bassins d'épuration	3	50 000	1 194 108	158 246
Conduites d'égout	4	459 100	4 103 068	1 885 085
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 448 300	4 021 171	2 966 222
Ponts, tunnels et viaducs	7			222
Système d'éclairage des rues	8		155 834	129 567
Aires de stationnement	9	202 500	71 513	75 948
Parcs et terrains de jeux	10	1 435 600	913 872	2 771 428
Autres infrastructures	11	300 000		7 697
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 705 000	656 238	577 439
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 608 600	21 941 516	2 207 859
Améliorations locatives	15			3 755
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	294 600	32 606	233 267
Ameublement et équipement de bureau	18	615 000	575 465	222 647
Machinerie, outillage et équipement divers	19	405 400	285 899	682 825
Terrains	20	250 000	327	154 633
Autres	21		193	1 271
	22	15 259 000	35 244 633	13 464 421

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		480 407	1 009 773
Usines de traitement de l'eau potable	24		55 298	96 719
Usines et bassins d'épuration	25		928	97 084
Conduites d'égout	26		2 056 429	1 267 269
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		751 115	86 461
Usines de traitement de l'eau potable	28		6 003	193 357
Usines et bassins d'épuration	29		1 193 180	61 162
Conduites d'égout	30		2 046 639	617 816
	31		6 589 999	3 429 641

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	63 618 878	14 730 220	7 335 018	71 014 080
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	4 272 995		123 785	4 149 210
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	15 500		15 500	
	7	67 907 373	14 730 220	7 474 303	75 163 290
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8	64 975		64 975	
Réserves financières et fonds réservés	9	3 928 071	514 107	40 141	4 402 037
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10	13 122 934	421 663	2 202 934	11 341 663
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	38 276 674	9 313 569	4 178 111	43 412 132
	12				
	13	55 392 654	10 249 339	6 486 161	59 155 832
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	14	12 514 719	4 994 988	1 502 249	16 007 458
Autres tiers	15				
Autres	16				
	17				
	18	12 514 719	4 994 988	1 502 249	16 007 458
Prêts					
	19				
	20	12 514 719	4 994 988	1 502 249	16 007 458
	21	67 907 373	15 244 327	7 988 410	75 163 290
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	67 907 373	15 244 327	7 988 410	75 163 290

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi		1		
Évaluation		2		
Autres		3		
Sécurité publique				
Police		4		
Sécurité incendie		5		
Sécurité civile		6		
Autres		7		
Transport				
Réseau routier		8		
Transport collectif		9		
Autres		10		
Hygiène du milieu				
Eau et égout		11		
Matières résiduelles		12		
Cours d'eau		13		
Protection de l'environnement		14		
Autres		15		
Santé et bien-être				
Logement social		16		
Autres		17		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		18		
Rénovation urbaine		19		
Promotion et développement économique		20		
Autres		21		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		22		
Activités culturelles		23		
Réseau d'électricité		24		
		25		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	43,46	32,50	3 158 670	709 866	3 868 536
Professionnels	2	34,08	32,50	2 105 089	486 972	2 592 061
Cols blancs	3	72,46	32,50	2 467 837	525 421	2 993 258
Cols bleus	4	158,00	40,00	5 602 260	1 211 254	6 813 514
Policiers	5					
Pompiers	6	35,10	42,00	999 001	109 911	1 108 912
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	343,10		14 332 857	3 043 424	17 376 281
Élus	9	15,00		412 834	76 387	489 221
	10	358,10		14 745 691	3 119 811	17 865 502

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	166 879	246 920	413 799
Réseau de distribution de l'eau potable	12	248 699	502 516	751 215
Traitement des eaux usées	13	334 182		334 182
Réseaux d'égout	14	306 937	698 433	1 005 370

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105		131	
Évaluation	2	1 227 637	28	108 337	54	1 335 974	80	14 854	106	1 321 120	132	8 939
Autres	3	4 314 126	29	254 914	55	4 569 040	81	196 804	107	4 372 236	133	231 820
	4	5 541 763	30	363 251	56	5 905 014	82	211 658	108	5 693 356	134	240 759
Sécurité publique												
Police	5	3 712 068	31		57	3 712 068	83		109	3 712 068	135	32 440
Sécurité incendie	6	3 056 446	32	311 965	58	3 368 411	84	77 940	110	3 290 471	136	69 814
Sécurité civile	7	23 867	33	100	59	23 967	85		111	23 967	137	
Autres	8	320 817	34	23 388	60	344 205	86		112	344 205	138	4 599
	9	7 113 198	35	335 453	61	7 448 651	87	77 940	113	7 370 711	139	106 853
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 466 420	36	2 277 184	62	6 743 604	88	267 606	114	6 475 998	140	670 342
Enlèvement de la neige	11	4 051 382	37	8 273	63	4 059 655	89	113 808	115	3 945 847	141	19 143
Autres	12	1 329 253	38	166 082	64	1 495 335	90	932 045	116	563 290	142	22 793
Transport collectif	13	2 034 652	39	488 614	65	2 523 266	91	2 174 324	117	348 942	143	85 158
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	11 881 707	41	2 940 153	67	14 821 860	93	3 487 783	119	11 334 077	145	797 436
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 561 478	42	184 129	68	1 745 607	94	28 527	120	1 717 080	146	26 662
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 356 857	43	638 804	69	1 995 661	95	58 446	121	1 937 215	147	175 101
Traitement des eaux usées	18	1 002 835	44	1 146 900	70	2 149 735	96	69 960	122	2 079 775	148	457 626
Réseaux d'égout	19	1 369 424	45	1 109 466	71	2 478 890	97	57 659	123	2 421 231	149	382 099
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	2 512 467	46	14 487	72	2 526 954	98	1 670	124	2 525 284	150	
Matières recyclables	21	2 039 059	47	89	73	2 039 148	99		125	2 039 148	151	1 367
Autres	22	28 870	48		74	28 870	100		126	28 870	152	5 343
Cours d'eau	23	13 615	49		75	13 615	101		127	13 615	153	
Protection de l'environnement	24	56 302	50	8 310	76	64 612	102		128	64 612	154	7 451
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	9 940 907	52	3 102 185	78	13 043 092	104	216 262	130	12 826 830	156	1 055 649

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	233 048	172	21 384	187	254 432	202	217	217	254 432	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203	218	218		233	
Autres	159	348 942	174	8 973	189	357 915	204	47 625	219	310 290	234	7 488
	160	581 990	175	30 357	190	612 347	205	47 625	220	564 722	235	7 488
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 302 936	176	55 747	191	2 358 683	206	204 824	221	2 153 859	236	44 586
Rénovation urbaine	162	262 730	177		192	262 730	207		222	262 730	237	
Promotion et développement économique	163	1 280 613	178	112 918	193	1 393 531	208		223	1 393 531	238	37 493
Autres	164	1 056 649	179	773	194	1 057 422	209	542 337	224	515 085	239	5 750
	165	4 902 928	180	169 438	195	5 072 366	210	747 161	225	4 325 205	240	87 829
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 345 651	181	990 204	196	7 335 855	211	885 914	226	6 449 941	241	464 889
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	751 557	182	71 137	197	822 694	212	7 183	227	815 511	242	15 362
Autres	168	1 677 244	183	123 669	198	1 800 913	213	760 967	228	1 039 946	243	16 197
	169	8 774 452	184	1 185 010	199	9 959 462	214	1 654 064	229	8 305 398	244	496 448
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	48 736 945	186	8 125 847	201	56 862 792	216	6 442 493	231	50 420 299	246	2 792 462

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1	668 739	603 014
Charges sociales	2	130 429	126 653
Biens et services	3	34 341 369	12 496 470
Frais de financement	4	90 771	184 019
Autres	5	13 325	49 742
	6	35 244 633	13 459 898

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 039 768	1 647 215
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 039 768	1 647 215
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 528 584	1 939 694
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(633 849)	(84 735)
Activités d'investissement	6	(22 550)	4 977
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 229 444)	(317 383)
Réserves financières et fonds réservés	8		(150 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 642 741	1 392 553
Solde à la fin de l'exercice	12	5 682 509	3 039 768
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 160 489	3 156 837
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 160 489	3 156 837
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(761 350)	(614 465)
Activités d'investissement	17	(141 088)	(699 266)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 229 444	317 383
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	327 006	(996 348)
Solde à la fin de l'exercice	22	2 487 495	2 160 489
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 473 949	1 842 810
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 473 949	1 842 810
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 474 093	911 792
Activités d'investissement	27	(964 298)	(1 430 653)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		150 000
Financement des investissements en cours	29	368 995	
	30	878 790	(368 861)
Solde à la fin de l'exercice	31	2 352 739	1 473 949

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (1 449 447)	(1 243 007)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 449 447)	(1 243 007)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (439 700)	(361 600)
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 (439 700)	(361 600)
Diminution de l'exercice	42 192 126	155 160
	43 (247 574)	(206 440)
Solde à la fin de l'exercice	44 (1 697 021)	(1 449 447)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (2 434 098)	(4 591 172)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (2 434 098)	(4 591 172)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 (9 854 226)	2 157 074
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52 (368 995)	
	53 (10 223 221)	2 157 074
Solde à la fin de l'exercice	54 (12 657 319)	(2 434 098)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 148 800 819	147 788 191
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 148 800 819	147 788 191
Variation de l'exercice	58 23 467 790	1 012 628
Solde à la fin de l'exercice	59 172 268 609	148 800 819

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	42 791 9	10	11	368 995 12	16 153 13	14	395 633
	15	42 791 16	17	18	368 995 19	16 153 20	21	395 633

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | □ 6 | □ 5 | □ 1 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | □ 8 | □ 3 | □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 | □ 3 | □ 2 | □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 3 | □ 8 | □ 2 | □ 1 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 5 | □ 3 | □ 0 | □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 | □ 6 | □ 5 | □ 1 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau		1	[][][][] , [][] \$
Égout		2	[][][][] , [][] \$
Eau et égout		3	[][][][] , [][] \$
Traitement des eaux usées		4	[][][][] , [][] \$
Matières résiduelles		5	[2 | 0 | 7] , [0 | 0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau 1	6,3100	7	1000 gallons impériaux
Eau 2	4,4200	7	1000 gallons impériaux
Eau 3	3,6600	7	1000 gallons impériaux
SDC Rez-de Chaussée	,2000	7	
SDC Autres	,0900	7	
Env. Fonctionnement R-N/Gr/LD/Be/Év/Arnt	,0882	1	
Dette Rouyn	,3337	1	
Dette Noranda-Centre	,3420	1	
Dette Noranda-Nord	,3410	1	
Dette Granada Desservi	,2284	1	
Dette Granada Non Desservi	,2230	1	
Dette Lac Dufault	,2368	1	
Dette Beaudry Desservi	,2270	1	
Dette Beaudry Non Desservi	,2216	1	
Dette Arntfield Desservi	,3847	1	
Dette Arntfield (étude env. seulement)	,3793	1	
Dette Arntfield Non Desservi	,1829	1	
Dette Bellecombe/Cadillac/Cléricy	,1829	1	
Dette Cloutier/D'alembert/Destor	,1829	1	
Dette Montbeillard/Mont-Brun/Rollet	,1829	1	
Dette Évain Desservi	,2402	1	
Dette Évain Non Desservi	,1829	1	
Dette McWatters	,1993	1	
Règl. 00-208 Beaudry Drainage	,8399	3	
Règl. 04-384 ph.1 Évain Rue Mantha	9,5853	3	
Règl. 04-384 ph.2 Évain Rue Mantha	23,8144	3	
Règl. 06-485 1e Avenue Évain	7,3731	3	
Règl. 131-00 McWatters Michel/Jolin	1,0602	3	
Règl. 98-116 Rouyn Avenue Larivière	11,9422	3	
Règl. 99-01 Ph.1 Beaudry Asphaltage	2,0789	3	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl. 99-01 Ph.2 Beaudry Asphaltage	,7720	3	
Règl. 99-170 Rouyn Rue Mantha	10,1284	3	
Règl. 07-531 Chemin de la Baie	623,1700	4	
Règl. 102-97 McWatters ch.Joannès-Vaudry	38,6200	4	
Règl. 120-98 McWatters chemin Bousquet	303,7500	4	
Règl. 128-99 McWatters chemin Bouleaux	98,2900	4	
Règl. 132-00 McWatters Gr Esp/St-Laurent	71,2500	4	
Règl. 133-00 McWatters rues Bernier/Coté	159,6200	4	
Règl. 73-93 McWatters Village/Bernier	168,9100	4	
Règl. 06-471 Eaux Usées Arntfield	619,6000	4	
Règl. 09-594 Prol. égout sanitaire Grana	286,4100	4	
Règl. 280 Noranda rue des Voiliers		7	Variable

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	52 390 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, rue Taschereau Est C.P. 220
 (no) (rue)
 Rouyn-Noranda
 (Municipalité) J9X 5C3
 (Code postal)

Téléphone (819) 797-7110
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Hélène Piuze

Téléphone (819) 797-7110
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel helene.piuze@rouyn-noranda.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samson Bélair/Deloitte & Touche sencrl

Titre Comptables agréés

Adresse 155, avenue Dallaire
 (no) (rue)
 Rouyn-Noranda (Qc)
 (Municipalité) J9X 4T3
 (Code postal)

Téléphone (819) 762-5764
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 762-1471
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel strudel@deloitte.ca

Responsable du dossier Sylvain Trudel CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) _____
 (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2013 sont exacts.

(Signature)_____
(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-18 13:28:17

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Rouyn-Noranda _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 17 129 311 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 36 696 182 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-18 13:28:17

Dernière modification : 2012-04-18 13:28:17

Réservé au ministère

171 593 796	17 129 311	36 696 182	1,4834
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier consolidé »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier consolidé (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Rouyn-Noranda

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	60 520 434	60 204 739	67 064 031	1 193 330	68 257 361	
Investissement	2	3 453 994	4 668 015	9 436 755		9 436 755	
	3	63 974 428	64 872 754	76 500 786	1 193 330	77 694 116	
Charges	4	60 984 205	63 631 701	59 655 254	909 551	60 564 805	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 990 223	1 241 053	16 845 532	283 779	17 129 311	
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 453 994 ) (	4 668 015 ) (	9 436 755 ) (	) (	9 436 755)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(463 771)	(3 426 962)	7 408 777	283 779	7 692 556	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	7 747 372	8 979 331	8 125 847	97 806	8 223 653	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	382		127 685		127 685	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 703 890 ) (	5 339 953 ) (	5 880 256 ) (	91 798 ) (	5 972 054)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	2 437 615 ) (	152 249 ) (	5 742 192 ) (	9 351 ) (	5 751 543)
Excédent (déficit) accumulé	12	(6 151)	(78 167)	168 680	(2 027 135)	(1 858 455)	
Autres éléments de conciliation	13	2 803 367	18 000	320 043		320 043	
	14	2 403 465	3 426 962	(2 880 193)	(2 030 478)	(4 910 671)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 939 694		4 528 584	(1 746 699)	2 781 885	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2010	2011	2010
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	21 916 314	26 705 874	27 223 446
Autres	2	5 178 953	1 969 283	6 831 531
	3	27 095 267	28 675 157	34 054 977
Passifs				
Dette à long terme	4	62 944 348	70 176 396	75 047 623
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	914 700	994 100	994 100
Autres	6	12 066 634	16 247 906	16 333 263
	7	75 925 682	87 418 402	92 374 986
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(48 830 415)	(58 743 245)	(58 320 009)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	197 504 665	224 308 906	227 042 454
Autres	10	2 917 230	2 871 351	2 871 351
	11	200 421 895	227 180 257	229 913 805
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	3 039 768	5 682 509	4 861 517
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 634 438	4 840 234	6 441 659
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	1 449 447 ) (	1 697 021 ) (	1 697 021) (
Financement des investissements en cours	15	(2 434 098)	(12 657 319)	(12 657 319)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	148 800 819	172 268 609	174 644 960
	17	151 591 480	168 437 012	171 593 796

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Poursuite Hydro-Québec	18	81 190	83 663
- Transport aérien	19	826 279	628 398
- Voirie, aqueduc et égout	20	384 757	180 648
- Programme fermeture dépotoir	21	338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	22	89 006	177 306
- Loisirs et culture	23	241 600	258 000
- Développement social	24	203 418	106 102
- Service de dette	25		64 974
- Anciennes municipalités	26	322 571	322 724
	27	2 487 495	2 160 489
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	381 189	347 124
	29	2 868 684	2 507 613
Réserves financières			
Fonds réservés	30	453 231	251 138
	31	3 119 744	1 780 982
	32	6 441 659	4 539 733

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalizations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalizations 2011</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Total consolidé</u>
Fonctionnement					
Taxes	1	39 344 800	41 500 319	41 542 149	41 542 149
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 883 055	4 050 988	4 033 354	4 033 354
Quotes-parts	3				
Transferts	4	5 956 058	5 732 555	5 853 318	5 880 744
Services rendus	5	5 722 528	5 924 374	6 442 493	7 042 364
Autres	6	5 613 993	2 996 503	9 192 717	9 758 750
	7	60 520 434	60 204 739	67 064 031	68 257 361
Investissement					
Taxes	8	4 640			
Quotes-parts	9				
Transferts	10	2 706 392	2 340 015	8 154 845	8 154 845
Autres	11	742 962	2 328 000	1 281 910	1 281 910
	12	3 453 994	4 668 015	9 436 755	9 436 755
	13	63 974 428	64 872 754	76 500 786	77 694 116

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 349 040	1 227 637	108 337	1 335 974	1 335 974	1 281 038
Autres	2	6 349 020	4 314 126	254 914	4 569 040	4 569 040	6 011 582
Sécurité publique							
Police	3	3 713 958	3 712 068		3 712 068	3 712 068	3 801 407
Sécurité incendie	4	3 224 360	3 056 446	311 965	3 368 411	3 368 411	3 414 955
Autres	5	352 359	344 684	23 488	368 172	368 172	372 348
Transport							
Réseau routier	6	10 119 481	9 847 055	2 451 539	12 298 594	12 298 594	12 093 796
Transport collectif	7	1 937 015	2 034 652	488 614	2 523 266	2 523 266	2 344 278
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	5 452 516	5 290 594	3 079 299	8 369 893	8 369 893	8 383 945
Matières résiduelles	10	4 906 403	4 580 396	14 576	4 594 972	4 594 972	4 472 354
Autres	11	50 160	69 917	8 310	78 227	78 227	63 337
Santé et bien-être	12	657 612	581 990	30 357	612 347	805 537	522 322
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 729 022	2 302 936	55 747	2 358 683	2 358 683	1 861 107
Promotion et développement économique	14	956 925	1 280 613	112 918	1 393 531	2 042 761	4 103 677
Autres	15	1 403 839	1 319 379	773	1 320 152	1 320 152	1 302 186
Loisirs et culture	16	8 763 491	8 774 452	1 185 010	9 959 462	9 959 462	9 229 757
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	2 687 169	2 792 462		2 792 462	2 859 593	2 681 835
Amortissement des immobilisations	19	8 979 331	8 125 847	(8 125 847)			
	20	63 631 701	59 655 254		59 655 254	60 564 805	61 939 924

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3